



**Conseil municipal du 22 janvier 2015**

**Appel à projet « territoire zéro gaspillage/zéro déchet » et des rapports du Syctom et de la ville sur la gestion des déchets**

**Intervention de Romain Zavallone pour le groupe EELV**

Monsieur le Premier adjoint

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs

La diversité et l'extrême richesse des documents qui ne sont présentés ce soir ouvrent d'intéressantes perspectives pour la politique de gestion des déchets de notre ville.

Le groupe EELV ne peut que se réjouir de la candidature de la ville à l'appel à projet « territoire zéro gaspillage, zéro déchet ». La démarche zéro déchet consiste à éviter le gaspillage, limiter au maximum la production de déchets, recycler tout ce qui est recyclable, composter tout ce qui peut l'être et considérer l'élimination comme un dernier recours voué à disparaître prochainement. La

réponse de la ville, à cet appel à projet, est un document affichant des objectifs précis, chiffrés et liés à un calendrier prévisionnel. Nous ne pouvons qu'être enthousiastes et espérer que notre candidature sera retenue. Car nous le savons, seuls 20 territoires pourront s'inscrire dans cet appel à projet du ministère de l'écologie. Quoiqu'il adienne de cette candidature, il faudra garder à l'esprit les objectifs qui y sont inscrits comme ceux vers lesquels nous devons tendre à l'avenir.

Car les déchets constituent bien un enjeu majeur de la transition écologique et énergétique de notre territoire. Comment, à Ivry, ne pas en être convaincu, quand chaque jour nous voyons la fumée s'envoler des cheminées du Sycotm, où sont brûlés des centaines de milliers de tonnes de déchets, loin d'être uniquement les nôtres.

La démarche « zéro déchet » implique un changement d'approche. Il faut aller bien plus loin que la simple intégration du recyclage dans la gestion des déchets et repenser le cycle de vie d'un objet dans son ensemble.

Qui dit changement d'approche dit changement de comportement chez les producteurs de déchets : l'État doit inciter les industriels à prendre davantage en compte les aspects environnementaux dans le cadre de la conception des produits grâce à une « écoconception »

En tant que municipalité que pouvons-nous faire ? Les communes, comme vient de l'exposer Stéphane Prat, ont la compétence de la collecte et du traitement des

déchets. Nous avons délégué la collecte des ordures ménagères à Véolia via une délégation de service public et nous en avons confié le traitement au Syctom, syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères, afin de mutualiser nos dépenses avec d'autres communes. Concernant la DSP, notre groupe propose de au plus vite revoir l'intérêt économique que représente cette solution car le contrat avec Véolia pèse très lourd sur nos finances. Concernant le traitement des déchets par le Syctom... j'y reviendrai dans quelques instants.

Le Plan local de prévention des déchets est également un des leviers de l'action municipale. La commune joue le rôle de facilitateur : nous aidons les ménages et les entreprises à mieux trier et gérer leurs déchets en levant les contraintes qu'ils rencontrent. La commune doit s'imposer elle-même des mesures d'éco-exemplarité. A commencer par le tri de ses papiers de bureau dans l'ensemble de ses administrations et travailler à la réduction de ceux-ci. Nous appelons également de nos vœux, que la dématérialisation envisagée se concrétise au plus vite.

Soyons honnêtes, soyons lucides !, sur la gestion des déchets la France est loin derrière ses collègues européens, qu'ils soient italiens, néerlandais, allemands ou norvégiens.

L'objectif zéro déchet est-il réalisable ? Pas sans une très forte volonté politique. Mais notre marge de progression est si importante que nous ne pouvons plus faire autrement que de nous saisir pleinement de cette question. Il y a urgence.

Cela nécessite des financements c'est une évidence. Mais nous élus Europe Écologie Les Verts, devant l'ampleur de la tâche, devant l'importance de la question pour des impératifs de santé publique, de gestion des ressources, refuserons que l'argument de la baisse des dotations de l'État nous soit servi pour justifier toute inaction politique. Oui le contexte budgétaire est très compliqué, mais nous disposons de moyens et de l'obligation de faire des choix. Il faut d'ailleurs parfois savoir aller chercher l'argent où il est. Ainsi l'enveloppe du budget du Sycotom dédiée à la prévention des déchets n'a pas été pleinement utilisée l'année dernière : en 2014 seuls 662.000 € ont été dépensés sur les 1,6 million qui étaient budgétés. Donc n'hésitons pas à le solliciter davantage en montant des projets !

Les externalités négatives engendrées par le mode de gestion actuel de nos déchets sur notre territoire sont nombreuses : dépenses énergétiques pour collecter et traiter les ordures ménagères, pollution de l'air, enfouissement de la part résiduelle, problème de l'utilisation des mâchefers... Ces impacts négatifs sur l'environnement ont un prix qui n'est malheureusement pas pris en compte dans les modes de calcul du coût du traitement des déchets. Or en matière d'environnement, chacun sait qu'il vaut mieux prévenir que guérir car la guérison n'est parfois pas une option... Il ne s'agit pas d'inventer la poudre, de trouver la solution clé en main, le miracle technologique pour le zéro déchet. C'est un effort long, de transformation de toute la chaîne des acteurs qui doit

être porté par nous, collectivités. Et, rappelons le, si les déchets sont pour notre ville une dépense, ils représentent un juteux marché pour certains groupes industriels. Car nos poubelles contiennent de l'or... ou, en tout cas, elles ont une valeur qu'il ne faut pas négliger. Nous devons nous réapproprier cette ressource, ce potentiel énergétique, cette matière première, car c'est bien de cela qu'il s'agit, pour qu'elle ne profite pas qu'aux seuls industriels. Pour mener à bien cette politique, je me répète, il nous faut lui donner des moyens, et j'insiste malgré le contexte budgétaire compliqué que nous connaissons. Nous ne pouvons accepter un immobilisme sur ces questions. Nous ne pouvons accepter que le service prévention des déchets ne soit pas doté des moyens humains promis il y a déjà plusieurs années (nous n'avons actuellement que 2 ambassadeurs du tri sur les 4 normalement prévus). Nous ne pouvons accepter que les engagements du programme municipal, comme la collecte et la valorisation des biodéchets, restent lettre morte. Notre politique de gestion des déchets prend un retard considérable par manque de moyens, mais surtout de volonté et de cohérence entre nos propos et nos actes.

L'usine d'incinération du Sycotom Ivry-Paris 13 doit être reconstruite. Sa capacité d'incinération verra son tonnage divisé par 2. C'est le signe de la politique à mener pour réduire à la source le volume des déchets incinérés. Puisque cette question anime, à juste titre, beaucoup les débats, nous voulons réaffirmer ici les positions qui sont les nôtres. NON il n'y aura pas, il n'y aura

jamais d'unité de TMB-méthanisation à Ivry. Quand certains semblent se passionner soudainement pour cette question, prêtant à la ville un double discours, nous rappelons ici la position que nous, écologistes, tenons depuis plus de 10 ans. Cette assemblée a voté à l'unanimité ( ?) contre le projet du TMB. M. le Maire, notre représentant au conseil d'administration du Sycotom, s'est abstenu sur la délibération du projet de reconstruction qui comprenait une seconde phase optionnelle intégrant le TMB. C'est un geste fort, qui fait sens, pour lequel les élus Europe Écologie Les Verts se sont mobilisés. Bien avant que d'autres se saisissent de cette question, nous n'avons eu de cesse de faire bouger les lignes lors de la précédente mandature, et nous nous félicitons aujourd'hui de l'accord de toutes les familles politiques contre ce procédé. Ainsi pour ne plus entendre en boucle le discours du double jeu, nous réaffirmons fortement ce soir, que la majorité municipale s'oppose au TMB, refusera son implantation sur notre territoire et se battra jusqu'au bout contre ce projet.

Il faudra trouver d'autres moyens de valoriser nos biodéchets. La collecte sélective envisagée par le programme est encore aujourd'hui au point mort. Pourtant des technologies non controversées existent, digesteurs pour les gros producteurs comme les restaurants scolaires, petites unités de méthanisation de la taille d'un conteneur, ou encore compostage traditionnel de proximité. Ces bio-déchets, qui représentent 30 % de nos poubelles, diminuent par leur humidité l'efficacité de l'incinération, alors que, valorisés, ils pourraient fournir

un biogaz de qualité et un apport organique pour l'agriculture limitant le recours aux produits phytosanitaires. De plus en plus d'acteurs sont unanimes sur la priorité de valoriser cette colossale ressource organique, richesse extraite de nos sols, indispensable à notre transition écologique et agricole. Ainsi nous réaffirmons notre volonté de tendre significativement vers la collecte et la valorisation de ce flux. Une fois encore, rien n'est à inventer, ni la poudre, ni l'eau chaude, pas même le fil à couper le beurre, il en est autrement pour les déchets de l'industrie nucléaire que le gouvernement relance de plus belle. Pour les biodéchets, Il s'agit simplement, si j'ose dire, de s'inspirer de ce qui se fait déjà dans nombre de villes, de régions, de pays.

Nous ne pouvons ignorer cette question plus longtemps.

Enfin comme je ne voudrai pas avoir l'air de toujours me plaindre, de revendiquer l'impossible et afin de finir sur une note positive et d'être force de proposition : j'ai un projet d'initiative a vous soumettre. Je suis sûr que nous avons tous chez nous (moi le premier) un amoncellement de choses que ne nous servent plus. Des livres sur le Che, une vieille collection de pins, le very best of des L5, des câbles informatiques qui ont 10 ans ou le fer à repasser de notre grand-mère. Tant d'objet mis au rebu, dans un coin, qu'on ne veut pas jeter, qu'on projette de vendre un jour parce qu'on l'avait bien acheté 50 balles ce trucs il y a 20 ans. J'aimerais donc que la ville organise une grande gratiféria au printemps. Une gratiféria c'est quoi, c'est comme une brocante, un vide grenier

mais tout est gratuit. L'emplacement bien sur et tous les objets. Chacun viens y donner ce qu'il ne veut plus ou prendre ce qui pourrait lui servir. Une initiative toute simple, qui coute rien et favorise le réemploi et la solidarité en période de crise.

Que cela ne nous fasse pas oublier, par ailleurs les vrais enjeux de la politique municipale de gestion des déchets dont nous parlons ce soir et l'urgence d'agir sur les points évoqués précédemment. Je vous remercie.